



La lettre de Chine

n°14
Sept. 2011



S S F

SÉCURITÉ SANS FRONTIÈRES

en bref

La Chine a procédé aux premiers essais en mer de son porte-avion entre les 10 et 14 août, juste avant la visite en Chine du vice-président américain **Biden**. Il s'agit d'un porte-avion inachevé, acheté à l'Ukraine et arrivé dans les chantiers navals de Dalian en 2002. Les travaux de transformation et de finition ont commencé en 2005 après 3 ans d'études. Sa mise à flot officielle n'aura pas lieu avant la fin 2012 et il ne sera opérationnel que plus tard.

La Chine va reprendre la construction des centrales nucléaires. L'inspection de sécurité, lancée après l'accident de Fukushima, s'est terminée un mois plus tôt que prévu. Un nouveau cahier des charges en matière de sécurité sera proposé au gouvernement, mais il ne devrait pas bouleverser le programme de réaliser 40GW de capacité de production pour 2020, contre 10.82 GW à la fin de 2010.

Le dollar a baissé après la dégradation de la note américaine et il est descendu en-dessous de 6,40 yuans, une première en dix-sept ans. En un an, le yuan s'est apprécié de 6% par rapport à la devise américaine.

Malgré l'augmentation surprise, après six mois de tassement, des exportations chinoises en juillet, - un excédent de 31.5 milliards de USD, meilleur chiffre depuis janvier 2009 -, les exportateurs chinois restent pessimistes. Ils s'inquiètent de la conjoncture occidentale et des perspectives de taxation majorée qu'envisage l'UE pour certains produits « made in China »: les vélos, les tuiles et les carrelages, notamment.

Les chaînes de fast food étrangères font face à des campagnes de dénonciation dans la presse et sur le Net pour manquement à la sécurité alimentaire. Une chaîne américaine se voit reprocher la mauvaise qualité de son lait de soja, une autre le mauvais emballage de ses hamburgers, et on accuse une chaîne japonaise spécialisée dans les nouilles de publicités « mensongères » sur la composition de ses soupes.

Ce mois-ci

Diplomatie P2

- > La visite éclair de Nicolas Sarkozy à Pékin
- > Mer de Chine méridionale : apaisement de tensions entre Pékin et Manille
- > Chine-Etats-Unis

Politique économique et monétaire P3

- > La prolifération de l'usure
- > Hong Kong et le yuan offshore
- > Politique monétaire, point d'inflexion ?
- > Tassement du marché de l'immobilier

Brèves P4

Feed-back P4

Produits & Documents P4

Avant-propos Paris le 12 septembre 2011

La crise financière, le marché et la Chine

La Chine a un rapport un peu différent avec le « marché » dans la mesure où elle n'est pas à court de liquidités au point d'avoir à y réaliser à tout prix les emprunts d'Etat américains et européens qu'elle détient. Ses réserves de change ne sont pas fondamentalement soumises au « mark to market » (la mise au marché) comme le sont les banques et institutions financières occidentales. Elle reste relativement sereine devant la décision de **Standard & Poors** de dégrader la note des Etats-Unis au mois d'août, considérant que cela ne remet pas en cause la capacité de ces derniers à honorer *in fine* leurs dettes, lesquelles restent pour l'heure un des placements les plus sûrs. Par contre, l'épisode permet aux Chinois d'user de leur position de créanciers pour demander aux Américains de se montrer plus responsables et de modifier leur ton dans le dialogue entre les deux pays : « vous êtes mal placés pour nous donner des leçons sur notre monnaie, préservez plutôt la valeur de la vôtre... ». La Chine s'inquiète davantage du ralentissement de l'économie américaine et de ses conséquences pour elle, ainsi que des lenteurs européennes dans la gestion de la crise des dettes souveraines des "PIGS" (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne) et de l'Italie.

La possibilité pour la Chine d'envisager les choses « hors marché », donc politique, se retrouve dans ses activités de prêteur aux pays du monde qui ne se refinancent pas via le « marché » : la Chine est dans ce domaine au moins aussi active que la **Banque Mondiale**. On se met à imaginer que la solution pour l'Europe pourrait être un grand prêt long terme « hors marché » de la Chine. Une telle perspective suffirait à calmer et à rendre plus modeste le « marché » dont l'argument suprême consiste à rappeler ces jours-ci qu'il détient la clé du financement des Etats, et ce depuis près de quarante ans. Bien entendu, ce n'est que de l'imagination, car nos politiques sont très ancrées dans la culture du marché et l'opinion publique européenne voit la Chine à travers un prisme trop négatif pour que la solution soit envisageable. Et pourtant, c'est un peu le sens de ce qui pourrait arriver quand la monnaie chinoise entrera dans la composition des DTS. En attendant, la Chine continue d'acheter des dettes souveraines européennes, dans le marché, profitant des *spreads* importants. Elle en détiendrait près de 400 milliards d'euros, soit presque un cinquième de ses réserves de change. **Wen Jiabao** a récemment téléphoné à **José Manuel Barroso** pour l'assurer du soutien chinois à l'Europe et à l'Euro, mais aussi pour réclamer la sécurité des avoirs chinois en Europe.

La menace, même minime, d'une nouvelle récession dans les pays occidentaux ou d'une nouvelle phase, plus probable, d'accommodement quantitatif de la **FED** (« QE3 »), place les autorités chinoises dans une grande incertitude sur leur propre politique économique pour les mois à venir. Après des mois de restrictions monétaires pour combattre l'inflation, le gouvernement et les autorités monétaires ont depuis peu évoqué une possible « flexibilité ». Reste à savoir quel rôle la Chine accepterait de jouer dans la coordination des politiques macro-économiques dans le cadre du **G20**. Elle a, pour sa part, le sentiment d'avoir joué le jeu depuis 2008, sans en avoir retiré tout le bénéfice politique qu'elle attendait. Les récents événements lui fournissent l'occasion de se repositionner en acteur plus que jamais incontournable et probablement plus exigeant.

La visite éclair de Nicolas Sarkozy à Pékin

Les commentateurs chinois notent que la présidence française du **G20** recherche la plus grande convergence de vue avec la Chine au moment où le feu s'étend sur les marchés financiers et que les risques de rechute économique augmentent. Même le triple A français connaît quelques menaces si l'on se fie au marché des **CDS** (Credit Default Swap). La proposition franco-allemande de gouvernance économique européenne est jugée comme « une fontaine d'eau lointaine qui ne peut apaiser la soif immédiate ». Quant à la taxe sur les

transactions financières, sans l'appui des autres grands pays, dont la Chine, elle est difficilement réalisable. Les Chinois affirment accorder la même attention aux priorités énoncées par la France et Hu Jintao a répété que la Chine apprécie très positivement le travail préparatoire de la présidence française pour le sommet de Cannes prévu en novembre. Hu fait remarquer que la Chine, en achetant des dettes européennes et en élargissant les importations en provenance de l'Europe, soutient par des actions concrètes les efforts de l'Europe pour

résoudre la crise. La visite de **Sarkozy**, le 25 août, à Pékin, est interprétée par les Chinois comme une preuve de confiance réciproque au niveau stratégique entre la France et la Chine, qu'ils jugent nécessaire avec l'Europe dans les circonstances actuelles. Le soutien hypothétique de la Chine à la taxe sur les transactions financières serait d'autant plus méritoire qu'il est question depuis peu d'alliance renforcée entre la Bourse de Hong Kong et celles de Shanghai et de Shenzhen, notamment pour les produits dérivés.

Mer de Chine méridionale : apaisement de tensions entre Pékin et Manille

Après une poussée de fièvre au mois de juin, la tension entre les Philippines et la Chine à propos des Îles Spratleys, la visite de cinq jours du président philippin **Benigno Aquino** en Chine début septembre est perçue comme une volonté commune d'apaisement et de stabilisation des relations bilatérales. Aquino est reparti avec une série d'accords de coopération commerciale et d'investissement. Les entreprises chinoises envisagent

d'investir entre 2 et 7 milliards de USD dans les mines et les infrastructures aux Philippines et les deux pays envisagent d'accroître le commerce bilatéral à 60 milliards de USD d'ici 2016, contre 27.7 milliards en 2010.

Hu Jintao et le conseiller d'Etat **Wang Qishan** en charge de l'économie et de la finance ont eu des entretiens avec Aquino. Un accord sur le règlement pacifique des problèmes de souveraineté sur les îlots disputés a

même été signé, sans que les analystes s'attendent à ce que le problème soit résolu à court terme. L'armée philippine a confirmé pendant le voyage d'Aquino qu'elle va renforcer ses capacités en acquérant des patrouilleurs et des chasseurs auprès des Américains. Aquino s'est rendu dans la province du Fujian d'où sont originaires ses ancêtres.

Chine-Etats-Unis

Gary Locke, ancien secrétaire d'Etat au Commerce et nouvel ambassadeur américain à Pékin, a pris son poste le 14 août, suscitant un grand intérêt dans l'opinion publique chinoise, à la fois en raison de ses ascendances chinoises, - ses grands-parents étaient des émigrants chinois originaires de Taishan dans le Guangdong -, et à cause de son style décontracté qui contraste avec le style mandarin des officiels chinois. Gary Locke, lorsqu'il était gouverneur de l'Etat de Washington, a été l'artisan de nombreux liens entre les multinationales établies à Seattle comme **Microsoft** avec la Chine. Il y avait reçu les dirigeants chinois comme **Deng Xiaoping**, **Jiang Zemin** et **Hu Jintao**. Les Chinois interprètent sa nomination comme une volonté d'**Obama** de faciliter les relations entre les deux pays, même s'ils sont sans illusion sur le fait que Locke défendra avec force les intérêts américains d'abord, comme il l'a fait sans

concession lors des conflits commerciaux entre les deux pays, en tant que Secrétaire d'Etat au Commerce. Coïncidence de calendrier, l'arrivée de Locke, tout comme la visite du vice-président **Biden**, commencée deux jours plus tard (mais prévue de longue date), surviennent quelques jours après la dégradation de la note de la dette souveraine des Etats-Unis. Les deux hauts officiels américains ont dû prodiguer de nombreux messages rassurants pour atténuer l'inquiétude des dirigeants chinois sur la sécurité de leurs actifs aux Etats-Unis. Les problèmes économiques, les ventes d'armes à Taiwan, la tension dans la péninsule coréenne ainsi que la situation dans la Mer de Chine méridionale ont occupé les discussions entre Binden et son homologue chinois **Xi Jinping**, le problème du taux de change de yuan ayant cessé d'être un sujet principal de pression américaine, comme c'est

déjà le cas depuis quelques mois. Locke et Binden ont dû aussi ménager l'opinion chinoise qui se déchaîne sur les thèmes de « Pourquoi serions-nous toujours victimes des gabegies américaines ? », « Quand cesserons-nous de courber l'échine devant les Etats-Unis et de nous soucier de leurs réactions ? (à propos des Mers du sud) », comme ces messages retransmis largement via **Weibo**, le **Twitter** chinois. Au niveau dirigeant chinois, les difficultés américaines renforcent certains tenants du déclin américain et de l'émergence chinoise, donc d'un commencement d'inversion de rapport de force, sans parler d'une perception d'un Président américain affaibli qui a aussi besoin du soutien chinois. La Chine cherchera sans doute à infléchir le dialogue politique sino-américain vers plus d'équilibre malgré l'hyper-puissance militaire américaine qu'elle ne remet pas en cause.

Politique économique et monétaire

La prolifération de l'usure

Les autorités monétaires sont inquiètes du développement des prêts usuriers à travers le pays. Le resserrement monétaire depuis le début de l'année a forcé de nombreuses PME à recourir aux prêts usuriers pour faire face à leurs problèmes de trésorerie. Même les promoteurs immobiliers y ont recours, en préférant détenir des stocks et en pariant sur un revirement tôt ou tard de la politique monétaire. Des particuliers y ont également recours pour leurs spéculations ou jeux divers. Des sociétés de garantie financière ont fleuri un peu partout pour servir de paravent à ces opérations. Certaines entreprises publiques, ainsi que des « plateformes de financement » des autorités locales, se sont servies de leur plus grande facilité à obtenir des crédits bancaires pour se livrer à des prêts usuriers. La corruption est souvent le corollaire de ces activités. De nombreux spéculateurs préfèrent investir dans ces opérations, en remplacement de l'immobilier ou de la Bourse. Périodiquement, des scandales éclatent, soit par la chute des schémas à la **Madoff**, soit par la dénonciation des entrepreneurs victimes des prêteurs. Le vice-maire de Wuhan, **Yuan Shanla**, est accusé publiquement ces jours-ci par un homme d'affaires en prison, **Lan Shili**, de nationalité singapourienne, de l'avoir ruiné et dépouillé de sa

compagnie d'aviation au moyen de prêts usuriers. Lan accuse aussi Yuan Shanla de corruption. La commission de discipline du Parti de Wuhan a décidé d'enquêter.

Hong Kong et le yuan offshore

Au cours de sa visite à Hong Kong au mois d'août, le vice-premier ministre **Li Keqiang** a annoncé des mesures destinées à renforcer les liens entre la Région Administrative Spéciale (RAS) et les marchés financiers intérieurs et l'utilisation du yuan offshore. On estime à 560 milliards le montant des dépôts en yuans dans les banques de Hong Kong. Une première mesure consiste à autoriser des **RMB QFII** (Renminbi Qualified Foreign Institutional Investor) dotés d'un quota de 20 milliards de yuans à investir dans le marché des actions A de Shanghai et de Shenzhen. Une autre mesure consiste à élaborer des **ETF** (Exchange-Traded Fund) destinés aux résidents chinois pour investir à Hong Kong. Par ailleurs, le ministère chinois des finances a émis 20 milliards d'emprunts d'Etat chinois en yuans à Hong Kong, de maturité 3, 5 et 10 ans, de quoi permettre l'établissement d'un *benchmark* pour les obligations en yuans offshore. Le ministère a aussi étendu à toutes les provinces chinoises la possibilité de faire le *clearing* en yuan pour le commerce avec la RAS.

Politique monétaire, point d'inflexion ?

L'indice des prix à la consommation (CPI) pour le mois de juillet est sorti à 6.5%, un record depuis 37 mois. Les prix alimentaires ont augmenté de 14.8% en un an. L'indice des prix à la production (PPI) a de son côté bondi à 7.5% sur une base annuelle. Seule consolation, en rythme mensuel, la progression du CPI a ralenti et s'est établie à 0.5%. L'objectif de 4% d'inflation pour 2011 semble définitivement hors de portée. Ces résultats surviennent alors que la banque centrale a relevé pas moins de cinq fois ses taux directeurs cette année et que les taux de réserves obligatoires pour les banques et institutions dépositives sont à un taux record de 21.5%. Si l'usage intensif de ces outils monétaires n'a pas encore

donné des effets probants sur le niveau des prix, l'impact sur le niveau des crédits distribués est plus brutal. Les nouveaux crédits n'ont été que de 492.6 milliards de yuans en juillet, le plus bas niveau depuis 7 mois, soit 141.3 milliards de moins qu'en juin. L'agrégat monétaire M2 n'a progressé que de 14.7% en juillet, soit la plus faible progression depuis six ans. Les facteurs saisonniers n'expliquent pas tout. Cette contraction de crédits risque de mettre en péril certains secteurs vulnérables. Compte tenu des incertitudes créées par les nouvelles tempêtes financières et des risques de récession dans le reste du monde, la **Banque Centrale** (POBC) hésite à poursuivre la hausse des taux même si elle reste pessimiste sur

l'inflation. Le 16 août, la POBC a émis 5 milliards de papier à 1 an avec un taux en hausse de 8.58 points de base, à 3.584%. Certains ont cru y déceler les signes avant-coureurs d'une nouvelle hausse des taux directeurs, mais il semblerait qu'il s'agisse seulement de calmer les taux sur le marché secondaire de ces billets. Début septembre, la POBC a élargi la base de calcul des réserves de change en y incluant les dépôts de garantie financière par exemple, mais sans toucher aux taux. Si la conjoncture devait être brutalement affectée par les tempêtes financières actuelles, la banque centrale serait prête à adopter des contre-mesures, à commercer par une baisse du taux des réserves obligatoires.

Tassement du marché de l'immobilier

Au mois d'août, et pour la première fois depuis un an, le prix de l'immobilier résidentiel dans les dix plus grandes villes chinoises a baissé de 0.41% en moyenne sur une base mensuelle, pour s'établir à 15773 yuans (1745 €) le mètre carré, d'après un rapport de l'Institut chinois de recherches sur les indices (China Index Academy). Depuis le début de l'année, ces villes avaient toutes adopté des mesures de restriction

à l'achat, qui semblent commencer à produire leurs effets. Cependant, dans trois des dix villes en question, Guanzhou, Wuhan et Pékin, l'immobilier a continué de monter en août, de 0.6% environ. Le même rapport montre que dans les 100 villes chinoises les plus importantes, le prix moyen du résidentiel a connu la baisse dans 44 villes en août, soit 11 de plus qu'en juillet, tandis que la hausse constatée

dans les autres villes s'est ralentie dans 60% des cas. Les restrictions de crédits étant de plus en plus effectives et le recours aux prêts usuriers ayant atteint les limites du raisonnable, il est vraisemblable qu'en l'absence de bouleversement de la politique monétaire, le marché de l'immobilier chinois, compte tenu des stocks, connaîtra dans les mois qui viennent un important réajustement à la baisse.

TGV : ralentissement

L'accident du 23 juillet à 8 heures et demie du soir près de Wenzhou qui fit officiellement 40 morts et 200 blessés résulte de la collision entre un train rapide à l'arrêt depuis près de 40 minutes et un autre arrivant dans le même sens, sur la ligne Hangzhou-Wenzhou. Il s'agissait des trains de la catégorie D qui roulent à 250 km/heure et non de la catégorie G (*Gaotie*), conçus pour rouler à 350 km/h, comme ceux de la nouvelle ligne Shanghai-Pékin, inaugurée juste trois semaines avant l'accident de Wenzhou. Des informations laissent entendre qu'il y a eu à la fois défaillances techniques et fautes humaines. Des responsables du trafic ferroviaire de Shanghai, qui supervisent la zone où l'accident a eu lieu, ont été démis de leurs fonctions. Pour rattraper les premières communications calamiteuses du ministère des chemins de fer, le Premier ministre **Wen Jiabao** a dû se rendre en personne sur les lieux de l'accident. La composition de la commission d'enquête sur l'accident a dû être modifiée, suite à la pression de l'opinion qui l'accusait d'être inféodée au Ministère des chemins de fer. Le gouvernement a pris finalement la décision de diminuer de 50 km/h la

vitesse de l'ensemble des TGV et des trains rapides, et de rappeler toutes les motrices **CRH380BL**, fabriquées par China CNR Corporation à Changchun, qui desservent la nouvelle ligne Shanghai-Pékin et qui s'étaient distinguées dès les premiers jours par de nombreuses pannes de leur système de sécurité. Il n'a pas été question jusqu'ici encore de remettre en cause l'objectif d'un réseau total de 16000 km de TGV à l'horizon 2020.

Mouvements de personnels à la tête des provinces

L'année 2011 est une année importante de rotation du personnel dirigeant, civil ou militaire. Le Centre vient de changer les équipes dirigeantes de la Région autonome du Tibet, du Zhejiang, du Hebei, du Yunnan, et de l'île de Hainan. **Zhang Qingli**, qui officie comme secrétaire du Parti au Tibet depuis 2005, quitte son poste pour rejoindre le Hebei, la province qui entoure Pékin, toujours comme secrétaire du Parti, c'est-à-dire numéro un de la province. Il est remplacé à Lhassa par **Chen Quanguo**, 56 ans, qui fut ouvrier et militaire comme lui, et qui était jusqu'ici gouverneur du Hubei. Le nouveau gouverneur du Hubei sera

Zhang Qingwei, 50 ans, ancien président de COMAC (Commercial Aircraft Corporation of China Ltd) qui construit le long courrier chinois C919. Au Yunnan et à Hainan, ce sont les gouverneurs **Qin Guangrong** et **Luo Baoming** qui sont promus secrétaires du Parti, les titulaires précédents sont atteints par la limite d'âge et rejoignent les organismes de l'Assemblée Nationale Populaire. Par ailleurs, les quatre Départements généraux de l'Armée ont eu de nouveaux commissaires politiques depuis peu.

Le top 500 des grandes entreprises chinoises

La **Confédération des entreprises chinoises (CEC-CEDA)** vient de publier le classement 2011 des 500 plus grands groupes chinois. L'âge moyen de ces groupes est de 23 ans. Les deux tiers sont des entreprises d'Etat. Les pétroliers **SINOPEC** et **CNPC** occupent les deux premières places suivis par **State Grid Corporation of China (SGCC)**. Tous trois ont des chiffres d'affaires supérieurs à 1 500 milliards de yuans, SINOPEC approchant les 2 000 milliards. 77 groupes ont un résultat compris entre 100 et 1 000 milliards de yuans (entre 15.6 et 156 milliards USD), dont 9 groupes privés.

Feed-back

Le colloque « La Chine face aux défis de la gouvernance mondiale », organisé par la **Fondation Prospective et Innovation** que préside **Jean-Pierre Raffarin**, s'est tenu le 26 août au **Futuroscope** de Poitiers. Après les introductions de M. Raffarin et de **M. Thierry Breton**, les panelistes ont évoqué l'évolution de l'attitude des autorités chinoises dans les différentes instances internationales : **Banque Mondiale**, **FAO**, **OIT**, etc., ainsi que leur approche dans l'aide au développement. **Paul Jean-Ortiz**, directeur Asie et Océanie au Ministère des Affaires étrangères, a aussi mis en perspective l'évolution du comportement chinois au sein du Conseil de Sécurité de l'**ONU** et des différentes instances multilatérales au cours de ces dernières années.

Produits & Documents

A lire le Livre blanc sur le « développement pacifique de la Chine », qui actualise le concept et le principe de montée en puissance pacifique, rappelant au passage le précédent que constituera l'essor d'une puissance qui a choisi de ne pas devenir hégémonique. Document publié le 6 septembre par le Bureau Information du Conseil des Affaires de l'Etat. [Commander sa traduction et son analyse : *lettrechine@securite-sf.com*](#)

Annnonce de la rédaction

A partir du mois prochain, la Lettre de Chine de SSF proposera de nouvelles rubriques (industrie, sécurité économique,...) pour répondre aux besoins exprimés par une partie de ses lecteurs. Aussi, plusieurs possibilités d'abonnement vous seront offertes, en attendant la mise en place d'un nouveau site web, exclusivement dédié à vos besoins d'information sur l'Asie et la Chine.



SSF
SÉCURITÉ SANS FRONTIÈRES

Une société du Groupe Scutum SCUTUM

SÉCURITÉ SANS FRONTIÈRES
14, rue Magellan
75008 Paris

Tél. 01 55 57 16 10
Fax. 01 55 57 16 11
www.securite-sf.com

Rédacteur en Chef : Jean-Paul Tchang
Editeur : Laurent Malvezin
Directeur de la Publication : Pierre-Jacques Costedoat

Contact :
lettrechine@securite-sf.com